



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté du 26 août 2015 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à la société GURDEBEKE SA à Moulin-sous-Touvent

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 2011 délivré à la société GURDEBEKE SA en vue d'exploiter un centre de regroupement, transit et un centre de stockage de déchets non dangereux à Moulin-sous-Touvent (60350), lieu-dit Château Gautier ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 août 2015 ;

Considérant que deux incendies, survenus les 18 et 22 août 2015 sur le casier 1 du site exploité par la société GURDEBEKE SA à Moulin-sous-Touvent, sont susceptibles d'avoir pu porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces incendies, du fait des caractéristiques et des quantités de produits impliqués, peuvent avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences des incendies survenus le 18 et 22 août 2015 dans les installations exploitées par la société GURDEBEKE SA à Moulin-sous-Touvent ;

Considérant que l'urgence de la réalisation des dites évaluations et de la mise en œuvre de ces mesures est incompatible avec les délais de convocation et de tenue du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et que ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le préfet sans avis préalable de cette commission conformément aux dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un rapport d'accident doit être produit par l'exploitant en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement pour préciser notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société GURDEBEKE, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à Noyon (60400), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur la commune de Moulin-sous-Touvent, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Remise du rapport d'accident

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté. Ce rapport précise notamment :

- la description chronologique des faits précédant les incendies, notamment sur les modalités d'information des services d'incendie et de secours, de la Préfecture et de l'inspection des installations classées ;
- les circonstances et les causes de l'accident ;
- la description des moyens d'intervention déployés au moment de l'incendie ;
- les conséquences de l'accident sur les installations du site ;
- les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- un échéancier de mise en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles éventuellement prévues.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 3 : Mise en œuvre des dispositions visant à éviter la reprise d'incendie au sein du casier 1 et/ou la propagation au casier contigu :

L'enfouissement de déchets à proximité des zones du casier 1 touchées par les sinistres est interdit tant que la température sur cette zone présente un risque de propagation de l'incendie.

L'exploitant prend les dispositions techniques et/ou organisationnelles nécessaires et justifie de leur efficacité afin d'éviter tout risque de reprise d'incendie au sein du casier 1 et/ou de propagation au casier contigu.

L'exploitant met en œuvre les moyens de contrôle permettant de s'assurer de cette absence de reprise d'incendie et/ou de propagation.

Article 4 : Vérification de l'intégrité des barrières de sécurité actives et passives

Après mise en œuvre des mesures visées à l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de vérifier que les barrières de sécurité active et passive des flancs et fond du casier 1 sont intactes.

Si tel n'est pas le cas, alors l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour réparer les barrières de sécurité active et/ou passive endommagées et n'exploite pas sur la ou les zones concernées par les travaux de réparation.

L'exploitant s'assure par ailleurs que le site est suffisamment pourvu en matériaux de recouvrement nécessaires à la lutte contre l'incendie et que les installations nécessaires à la conduite de l'exploitation sont intègres suite à l'incendie ou ont fait l'objet des réparations adéquates.

L'utilisation de refus de broyage de pneumatiques comme matériaux de recouvrement pour couverture hebdomadaire ou pour lutte contre l'incendie est strictement interdite.

Article 5 : Remise d'une étude sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

5.1 Élaboration d'un plan de prélèvement

La société GURDEBEKE SA remet à l'inspection des installations classées une étude de l'impact sur l'environnement du sinistre. Cette étude devra notamment comporter :

- a) Un état des lieux concernant le terme source des deux incendies : nature et quantité de déchets concernés ou impactés par l'incendie ;
- b) Une évaluation de la nature et des quantités des produits de décomposition susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère, rejetés dans le milieu aqueux (le cas échéant) et déposés dans les sols compte tenu de la quantité et de la composition des déchets impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées (*feu vif et feu couvant*) ;
- c) La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles et enjeux en présence ; pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques liées à l'incendie tenant compte des informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'événement (direction et force des vents, pluviométrie) ;
- d) Un inventaire des cibles/enjeux potentielles exposées aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de chasse, de pêche et de cueillette, etc.) ;
- e) Une proposition de plan de prélèvements sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;
- f) La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques du sinistre ; ils concernent a minima : dioxines, furanes, HAP, métaux, PCB.

Les dispositions des points a) à f) sont remises à l'administration au plus tard 5 jours après la notification du présent arrêté préfectoral.

5.2 Mise en œuvre du plan de prélèvement

L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvement défini en application de l'article 5.1, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

Le plan de prélèvement est mis en œuvre au plus tard 10 jours après la notification du présent arrêté préfectoral.

5.3 Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) et permettront d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potableNQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)
Air	<ul style="list-style-type: none">valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Les résultats d'analyses et leur interprétation sont transmis à l'administration au plus tard 25 jours après la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : Recours

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 8 : Notification et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société GURDEBEKE SA et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Moulin-sous-Touvent, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 26 août 2015

Pour le préfet

et par délégation,

le secrétaire général *absent*

Le sous-préfet de Compiègne


Paul COULON

Destinataires :

Monsieur Jacky GURDEBEKE
Directeur de la société GURDEBEKE SA
65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Monsieur le sous-préfet de Compiègne

Monsieur le maire de Moulin-sous-Touvent

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise